

4 Économie

Cémac/Au lendemain de la conférence des chefs d'Etat de N'Djamena

De grandes inquiétudes économiques

Le 25 octobre dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement de la sous-région se sont rencontrés à N'Djamena, pour ausculter la santé économique et financière de la Communauté

économique des États de l'Afrique centrale (Cémac). Les résolutions des chefs d'Etat d'une part, l'allocution du président de la Commission de la Cémac et, surtout, les ana-

lyses des économistes, d'autre part, montrent que la zone bat de l'aile et n'est pas près de sortir de son instabilité économique. Car, certains ratios se sont dégradés depuis décem-

bre 2016, date du précédent diagnostic. Du coup, des rumeurs les plus alarmistes sur la parité refont surface. L'Union revient sur les points brûlants de cette rencontre.

Contexte préoccupant des pays de la Cémac

Les économies déjà mal en point dans la tourmente

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

COMME en décembre 2016 à Yaoundé, les chefs d'Etat se sont retrouvés, la semaine dernière, à N'Djamena (Tchad), pour se pencher à nouveau sur l'état de santé économique et financière de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cémac). Un état qui, apparemment, est loin de s'améliorer malgré des plans de relance économique initiés par les États membres.

L'intervention du président de la Commission de la Cémac, le Pr Daniel Ona Ondo, laisse songeur sur l'état de gravité de la situation économique de la

zone. « La croissance économique reste très faible et contrastée entre pays de la zone », a-t-il relevé. En termes clairs, la croissance est faible, voire négative dans d'autres.

Pire, l'avenir des échanges entre la Cémac et le reste du monde soulèvent de nouvelles inquiétudes pour les prochains mois car, pour échanger, il faut avoir des réserves permettant de convertir notre monnaie en devises. Or, sur ce point, Daniel Ona Ondo affirme que « les réserves de change se situent en deçà des 3 mois d'importation requis, malgré la remontée des cours du pétrole et les appuis budgétaires reçus des bailleurs », en l'occurrence le Fonds monétaire international (FMI).



Photo : D.R.

Les chefs d'Etat de la zone au terme de la cérémonie d'ouverture

Et ce n'est pas tout. « Les performances budgétaires entre les États membres sont très inégales, avec des dérapages budgétaires observés dans certains pays en lien, entre autres, avec la pression exercée sur les fi-

nances publiques par le défi sécuritaire », souligne le président de la Commission de la Cémac. Autre menace sur la Cémac, les États membres ont relâché les efforts de redressement des économies, suite

à l'embellie des cours du pétrole. Conséquence, estime la Commission de la Cémac, « la survenance d'un nouveau choc récessif extérieur compromettrait nos efforts de redressement et de transformation struc-

turelle engagés par les chefs d'Etat de la Cémac depuis 2017, notamment les Plans de relance économique ». En termes simples, avec cette gouvernance molle, si les prix venaient à baisser de nouveau, la situation serait compromettante.

Bien sûr, Daniel Ona Ondo, avant les chefs d'Etat, a préconisé des actions d'urgence car, note-t-il, « cette situation suscite de fortes inquiétudes chez nos partenaires qui ont accepté de nous accompagner dans nos efforts de sortie de crise. » Entendez par là, le FMI, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement, la Banque chinoise Eximbank, etc.

Dysfonctionnement du financement communautaire/"Taxe communautaire d'intégration"

Graves distorsions dans le recouvrement

I. M'B.
Libreville/Gabon

LA Commission de la Cémac peine à fonctionner. Les pays membres ayant du mal à payer leurs

cotisations. Malgré leur fort engagement, « nous relevons la persistance de graves distorsions dans le processus de recouvrement de la Taxe communautaire d'intégration », précise le président de la Commission de la Cémac, le Pr Da-

niel Ona Ondo. En termes de chiffres, à peine 30 milliards sur les 99 milliards de F.CFA prévus sont recouverts depuis quelques années. Cette situation met à rude épreuve le fonctionnement des institutions

communautaires et l'exécution de leurs programmes. Conséquence : cette faible mobilisation est à l'origine de l'incapacité du Fonds de développement communautaire à porter la réalisation des projets intégrateurs. «

Nous vivons dans une zone la moins intégrée du continent », a déclaré le Pr Daniel Ona Ondo. Avant d'ajouter que « cette situation pénalise les réformes économiques et, partant, la marche pour l'émergence de la communauté. »

Depuis 1964, le chantier de l'intégration et du marché commun est toujours au stade embryonnaire, avec des échanges entre pays de la Cémac ne dépassant pas 3% en volume.

Urgences et actions prioritaires préconisées à N'Djamena

I.M'B.
Libreville/Gabon

AU terme de leurs travaux, et pour éviter au malade Cémac de sombrer dans un coma inquiétant, les chefs d'Etat ont adopté neuf résolutions : 4 concernant les États et 5 les institutions en rapport avec la sous-région.

S'agissant des résolutions en rapport avec les États, la conférence des chefs d'Etat "encourage les États à faire

respecter la Convention régissant l'Union monétaire de l'Afrique centrale (Umac) et réglementation des changes en vue de favoriser le rapatriement intégral des recettes d'exportation". Puis, "l'urgence de mettre en œuvre toutes les mesures contenues dans les programmes économiques conclus avec le FMI". Ensuite, instruction est faite aux ministres en charge des négociations ou de suivi du programme économique avec le FMI de "faire montre d'une déter-

mination sans faille dans la mise en œuvre des réformes indispensables au redressement économique de la sous-région". Enfin, "la Conférence des chefs d'Etat encourage la mise en place du plan d'actions du Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (Gabac)".

S'adressant aux institutions de la sous-région, la résolution 1 commande à la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) de poursuivre l'application de toutes les mesures de

son ressort nécessaires à la sortie de crise, au redressement des économies de la Cémac et au maintien de la stabilité monétaire et financière.

A la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), le gendarme des établissements financiers (résolution 2), il est demandé "la supervision prudentielle des établissements de crédit, afin de garantir la stabilité du système bancaire sous-régional". A la Cémac (résolution 3) "d'accélérer les réformes des po-

litiques sectorielles communes et le renforcement de l'intégration sous-régionale et d'améliorer sa gouvernance". La résolution 4 "engage l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC) et l'Union monétaire de l'Afrique centrale (Umac) à mettre en place un dispositif plus contraignant, afin d'assurer le plein respect des critères de convergence et favoriser ainsi la coordination des politiques budgétaires nationales et de la politique monétaire commune.

A noter que la Commission de la Cémac estime, entre autres, que « la conclusion urgente de programmes économiques et financiers avec le FMI par le Congo et la Guinée-Équatoriale s'impose avec acuité, afin d'éviter le risque de passer clandestin" (?). Et pour tous les États "la renégociation des contrats d'exploitation des grandes entreprises", pour ce qui est, notamment, du rapatriement des recettes d'exportation.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 25/10/2018	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1389	1USD =	575,957	1 USD	598,514	CAC 40	25/10/2018	5 023,13
		CAD	1,4900	1CAD =	440,240	1 CAD	474,047	DOW JONES	25/10/2018	25 219,21
		JPY	128,3700	1JPY =	5,110	100 JPY	539,709			
		GBP	0,8823	1GBP =	743,437	1 GBP	796,640			
		CHF	1,1373	1CHF =	576,767	100 CHF	61 981,99			
		ZAR	16,3455	1ZAR =	40,131	100 ZAR	4 246,77			
		MAD	10,8597	1MAD =	60,403	1 MAD	63,78			
		CNY	7,9090	1CNY =	82,938	1CNY	85,43			
		KES	115,3600	1KES =	5,686	1KES	5,86			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
25 Octobre 2018: 76,90